

# Un apolitisme "politique"

Qu'une chose soit claire: La rédaction de "forum" savait dès le départ qu'elle ne pourrait prétendre à aucune représentativité de l'échantillon des jeunes qui expriment leur opinion dans ce numéro. Elle n'a à aucun moment essayé de recourir à des moyens statistiques faussement scientifiques pour analyser les relations des jeunes au politique et a tout de suite opté pour la méthode des témoignages. Les choix, les interprétations sont donc largement tributaires des pré-analyses des collaborateurs de ce dossier. N'empêche que malgré ce manque de représentativité, nous pensons que les réponses reçues sont finalement des questions significatives et portant matière à réflexion.

Parmi ces témoignages manque évidemment celui des jeunes ouvriers. Malgré une tentative du côté de la JOC leur voix se tait une fois de plus dans "forum". Mais nous avons reçu de nombreuses réponses de la part d'élèves de l'enseignement technique, qui proviennent en grande partie de milieux moins aisés, et ce qu'ils disent se distingue souvent nettement de ce qu'écrivent les élèves des lycées classiques, même si cette différenciation est loin d'être absolue.

Les deux groupes se disent apolitiques, refusent leur appui aux groupes politiques concrets. Abstraction faite de rares exceptions qui ne font que confirmer la règle, cette constatation ne nous paraît guère contestable.

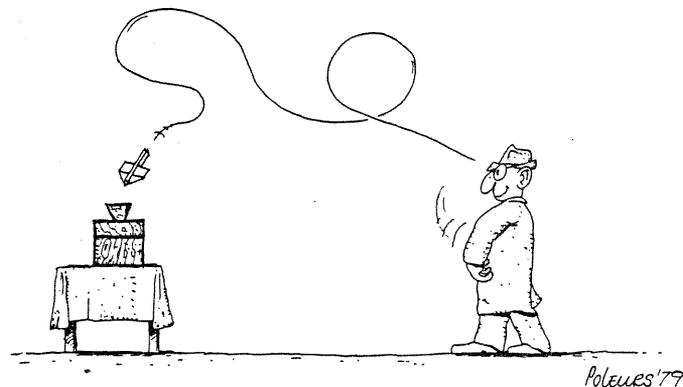
Et très peu nombreux sont également (dans les deux groupes) ceux qui ont une vision globale du politique. Pour la plupart le politique se réduit à la politique politicienne, à la concurrence entre partis, de sorte que la grande majorité peut affirmer qu'elle n'a jamais eu affaire à la politique. L'idée que tout est politique, que tous nos actes sont en relation - de connivence ou de critique avec les pouvoirs de la cité ("polis"), que le pouvoir n'est pas seulement celui de l'exécutif, mais encore celui de l'économie, de l'information, de la culture, etc., une telle conception du politique n'est présente que chez quelques jeunes exceptionnellement consciencieux.

Ce qui distingue par contre les jeunes lycéens "classiques" (et les élèves de 12e Te, dont les réponses nous sont parvenues trop tard) de leurs camarades du technique, c'est que les premiers semblent davantage avoir conscience de leur apolitisme qui est donc lui-même politique. Ce n'est donc guère par indifférence qu'ils ne s'intéressent pas à la chose politique, mais parce qu'ils ne veulent pas s'y intéresser. Leur "apolitisme qui est politique" peut être comparé un peu avec l'attitude de votants qui remettent consciemment un bulletin blanc, non pas parce qu'ils ne sauraient se décider, mais parce qu'ils refusent le choix qui leur est proposé.

Et les deux principaux arguments pour justifier ce refus prétendent bien d'une part qu'il n'y a pas de choix, que tous les partis se valent, et d'autre part que les politiciens ne sont pas crédibles, jouent du théâtre, pensent d'abord à leurs propres intérêts. (La campagne de presse autour de l'affaire dite du siècle n'a cessé de faire des ravages!) Mais peut-on leur donner vraiment tort? Dans un dossier paru avant les élections législatives 1979 (nos. 30 et 31) forum avait déjà constaté que les programmes des partis politiques - au

Auch die Verachtung und das Ignorieren von Politik ist Ausdruck politischen Willens.

Medizinstudent, 22 Jahre



moins des trois grands- se ressemblent de plus en plus. Et sous l'effet de la crise économique et des contraintes budgétaires qu'elle entraîne, cette concordance devient de plus en plus grande. Quel parti a réussi jusqu'ici à présenter une réelle alternative à la politique du gouvernement? Même le PC ne met pas fondamentalement en cause notre mode de vie. Lors des élections on ne peut donc que se limiter à des slogans futiles, strictement insignifiants, parfaitement interchangeables (Mir komme, gitt mat eis!" - "..., a firwat nêt?" - "Léiwer..." - "Aarbecht, déi sech weise léist" - "Dës Kéier..."). Les conséquences sont de deux ordres: les campagnes électorales sont fortement personnalisées, le choix des candidats p.ex. précède l'adoption d'un programme politique, et les élèves souvent identifient la politique à des politiciens ( "dëck Dëieren, di iwerall virbäi sin"). Et d'autre part, pour se distinguer malgré tout du parti adversaire, il ne reste qu'un seul moyen: la polémique, d'où un enveniment de la vie politique à Luxembourg qui rebute, oui, dégoûte les jeunes. Georges, (12e Te, 19 ans) est très modéré en écrivant: "Politik bedeit fir mech dëcken Theater, awer nêt witzeg, ma iersch ze huelen."

Cependant l'école également se veut à tout prix apolitique; de peur de violer la mentalité politique elle ne parle pas du tout de politique et tombe dans le même piège que les jeunes: l'apolitisme conforte les pouvoirs en place. N'étant donc pas non plus éclairés de ce côté-là, les élèves sont désemparés: comment faire pour comprendre ces alliances et renversements d'alliances dont est faite la vie politique (au sens restreint)? Ils voient un gouvernement noir et bleu qui dirige le pays depuis quatre ans. Ils voient depuis quatre, ou plutôt depuis quatorze ans comment le parti rouge est exécré par le journal noir. Et puis, tout à coup, ils lisent que le journal noir attaque le parti bleu et trouve toutes sortes d'avantages au parti rouge. Comprenne qui pourra, disent les jeunes et se détournent.

Il est vrai que parmi les élèves du secondaire technique - mais ils ne sont certainement pas les seuls- de telles réflexions ne se font même pas. Leur désintérêt à la chose politique est moins

réfléchi, plus franc et immédiat. D'autres intérêts priment tout simplement: c'est le permis de conduire, une (illusion?) liberté d'action qu'ils attendent pour leurs 18 ans. La recherche du plaisir domine souvent leur attitude politique inconsciente. Or, le politique fait peur: le jargon politico-économique est incompréhensible, les querelles de partis et les réconciliations soudaines semblent être du domaine de la farce et de la manipulation de l'opinion publique, mais quand les jeunes perçoivent de réels problèmes qui menacent leur avenir - le chômage, la drogue, le danger nucléaire, la pollution, ... - l'impuissance est souvent le seul sentiment qui leur reste. Et la seule conclusion réaliste qu'ils croient devoir tirer, c'est de poursuivre la recherche du petit bonheur privé: sur la moto, derrière le volant, dans les concerts rock, dans les bras de son ami(e), ... au pire dans la drogue.

Ainsi "les" jeunes émigrent du champ politique - les uns à dessein, les autres sans vraiment s'en rendre compte. Ils campent aux portes de la cité, comme l'a observé Jean-François Six, il y a déjà quelques années, alors que leurs aînés contestaient la cité. D'où aussi une attitude ambiguë vis-à-vis d'un mouvement "vert": d'une part la création d'un nouveau parti leur est sympathique parce qu'il y aura du nouveau, du "jeune" une "nouvelle couleur" ont souligné plusieurs parce que certaines de leurs déceptions et peurs s'y trouvent exprimées, mais d'autre part ils sentent bien que ce parti ne sera parti qu'en entrant dans la cité, alors qu'ils ont fait le choix (jeu réfléchi ou commode?) de camper à ses portes.

D'aucuns iront maintenant accuser les politiciens d'avoir toujours rêvé d'une telle jeunesse apolitique, docile et manipulable à merci. La non-réaction des partis à nos questions sur leurs organisations de jeunesse est une réaction qui semble bien confirmer qu'ils s'accommodent assez bien du désintérêt des jeunes.

Et en fait, ne peut-on voir dans certains comportements unilatéraux et simplistes les fruits vénéneux de cet apolitisme? Les premières inscriptions racistes ont fait leur apparition devant certaines écoles. Dans les salles de classe l'argument exigeant le départ des immigrés pour assurer des emplois aux Luxembourgeois trouve des adeptes malgré toutes les explications économiques et sociales démontrant qu'un tel départ aurait plutôt les effets contraires. On pourrait allonger la liste en évoquant les égoïsmes de plus en plus vifs vis-à-vis de l'aide au développement, et notamment d'un partage des richesses grâce à un nouvel ordre économique mondial. Bien sûr, ici encore, les jeunes ne sont pas seuls en cause. Certaines diatribes d'un anti-communisme primaire (souvent en même temps anti-jeunes!) donnent bien également à penser.

Liberté, solidarité, participation, ... toutes les valeurs démocratiques conquises au cours d'une histoire faite de sang et de sueur (dont l'enseignement est -pur hasard? - réduit de plus en plus à la portion congrue!) risquent bien d'être remises en cause. Le pouvoir en place n'oublie-t-il pas trop vite qu'elles sont un acquis qui n'est ni naturel ni éternel? Sinon, ne devrait-il pas bien davantage favoriser les initiatives populaires, plutôt que de les traiter avec condescendance voire de les condamner? Et cela à tous les niveaux: groupes d'élèves face au pouvoir scolaire, groupes d'habitants face au pouvoir communal, citoyens face au pouvoir national, ... Comment s'imaginer une vie démocratique

sans vie associative, sans tradition de participation active, consciente des décisions qui nous concernent - dans la famille, en classe, dans l'entreprise, dans les associations de loisirs, ...? Si on parle aujourd'hui de solidarité dans la crise, ne doit-on pas reconnaître que c'est plutôt par impuissance, éventuellement encore par obligation morale, qu'elle est plus ou moins acceptée, mais guère par conviction, par un choix délibéré de partage? Le pouvoir - une fois légitimé tous les cinq ans - prend ses décisions de plus en plus indépendamment de la volonté des citoyens. Le gouvernement s'est presque dit choqué lorsque les deux plus grandes centrales syndicales ont proposé des élections avancées pour laisser décider le peuple du choix (c'est beaucoup dire!) des moyens pour parer à la crise! "Es ist das gute Recht der betroffenen Bevölkerung, am Entscheidungsprozess beteiligt zu werden" avaient proclamé les évêques de Luxembourg, Metz et Trèves dès 1978 (LW, 4/10/78). Ils continuèrent: *Das verlangt eine vollständige Information, eine echt demokratische Auseinandersetzung, eine grössere Fähigkeit, schon getroffene Entscheidungen erneut in Frage zu stellen, eine ernsthafte Untersuchung der Projekte, die andere Gruppen vorlegen, und eine grössere Rücksicht auf das wahre Wohl der betroffenen Bevölkerung.* "Les jeunes aujourd'hui n'en demandent pas plus. Auront-ils plus de chance d'être entendus que les évêques?"

Mais à la même occasion les évêques nous demandaient de ne pas résigner. Si tel semble bien être l'attitude de la majorité des jeunes, il ne faudrait cependant pas négliger les signes d'espoir que Danièle a évoqué plus haut. Les réponses reçues permettent aussi de croire qu'avec l'âge une certaine conscience politique se forme malgré tout. Et puis: qui avait prévu l'ouragan des révolutions estudiantines de 1967-68? N'y parlait-on pas aussi de calme plat parmi les jeunes? Les politiciens auraient tort de trop rêver!

m.p./P.M.

A lire:

Jean-François SIX, les jeunes, l'avenir et la foi, Paris 1976 (Desclée de Brouwer/Bellarmin)

Georges SUFFERT, lettre ouverte aux gens de vingt ans à qui l'on ment, Paris 1977 (Albin Michel)

Gérard SINDT, Le plaisir et la peur. Les nouvelles sensibilités politiques des jeunes, Paris 1979 (Le Centurion).

Folgend Persoune wore mat dru bedeelegt, dass dësen Dossier zustane koum: Simone Baldauff-Beck, Pierrette Balthasar, Norbert Campagna, Francis Delaporte, Marianne Dondelinger, Guy Foetz, Monique Kieffer, Jim Lehnars, Paul Maas, Pierre Meyers SJ, Pierre Puth, Roy Reding, Jeannot Scheer, Guy W. Stoops, Françoise Wagner, Danièle Weber an e ganze Koup Schüler a Schülerinnen aus AL, LCD, LCE, LGE, LMRL, LTMA, LTML, LTNB di op ons Questionäre geäntwert hun. Hinnen all e grouse Merci.